

**ARRÊTÉ D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC**
BROCANTE VIDE-GRENIER – DIMANCHE 27 JUILLET 2024

Arrêté n°290- juillet 2024-ST

RP/AB

Le Maire de la Ville de CAUDRY,

Vu le Code Général des Collectivités Publiques, notamment ses articles L.2212-2, L.2213-1, L. 2213-2, L.2212-29 et L. 2331-4,

Vu l'article 417-6 du Code de la Route,

Vu l'article R 610-5 du Code pénal,

Vu la demande en date du 19 juin 2024 de Madame Angélique LUCAS COQUET , présidente de l'Association du quartier Maupassant concernant l'organisation d'une brocante le samedi 27 juillet 2024, dans les rues François Fénelon, Blaise Pascal, de Paris, d'Amiens, madame de Sévigné et Guy de Maupassant.

Considérant qu'à cette occasion il y a lieu de prendre toutes mesures de sécurité publique,

Considérant qu'il y aura lieu de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules,

A R R Ê T E

Article 1 – Madame Angélique LUCAS COQUET, présidente de l'Association du quartier Maupassant est autorisée à occuper le domaine public afin d'organiser une Brocante, tout en assurant la sécurité des usagers du Domaine Public.

La circulation et le stationnement (autres que pour les exposants), seront interdits de 7h00 à 18h00 :

- * rue François Fénelon
- * rue Blaise Pascal
- * rue de Paris
- * rue d'Amiens
- * rue madame de Sévigné
- * rue Guy de Maupassant

Article 2 – Le Domaine Public sera occupé le samedi 27 juillet 2024 de 07 h 00 à 18 h 00.

Article 3- La signalisation requise sera mise en place par les Services Municipaux et entretenue par les organisateurs.

Article 4 - Un passage sera laissé libre afin de faciliter le passage des véhicules de secours et de lutte contre l'incendie ainsi que pour les Services de Gendarmerie.

Article 5 - Des moyens matériels (véhicules, blocs béton, etc ...) devront être utilisés pour sécuriser au maximum cette manifestation. Tout manquement au présent article annulera d'office cette autorisation d'occupation du domaine public. Cette mesure est à la charge et sous la responsabilité du demandeur.

Article 6 - La présente autorisation est conditionnée au respect des règles sanitaires et au respect des gestes barrières.

En cas de non-respect de ces conditions, la présente autorisation sera révoquée.

Article 7 – Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille – 5, Rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

Article 8 – Madame la Directrice Générale des Services, Madame la Commandante de brigade de Gendarmerie et Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis et publié selon la forme accoutumée.

Fait à Caudry, le 05 juillet 2024



Pour le Maire,
Le Conseiller Municipal Délégué

Marc DEVIENNE

